



# VIGILANCE ET ACTION

*"Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir."*

N° 17 Juin/Juillet 88

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE

## ETAT PS : POURQUOI 1988 PEUT ETRE PIRE QUE 1981

La période 1981-1986, nul observateur honnête ne peut le contester, s'est traduite par un véritable investissement socialiste de l'appareil d'Etat.

Ce "noyautage", qui n'a pu être que peu contrarié et qui s'est poursuivi, à certains égards, entre 1986 et 1988, ne concerne désormais plus les seules structures d'Etat au sens classique du terme. C'est l'ensemble de l'armature administrative, "politique" et même, dans une certaine mesure, économique du Pays qui est dorénavant occupée par les socialistes.

De ce fait, une éventuelle victoire des socialistes aux élections législatives de Juin aurait des conséquences certainement plus graves qu'en 1981. Qu'on en juge :

### DES PLACES FORTES TRADITIONNELLES

\* Bien sûr, les places fortes traditionnelles du P.S., notamment le monde enseignant et, d'une façon générale, la fonction publique, ont été très largement renforcées grâce à diverses méthodes :

- utilisation élargie, pour dégager des postes dans la fonction publique de haut niveau, du système de congé spécial (vers lequel on orientait les fonctionnaires dont on voulait se débarrasser) ;

- multiplication de postes dans certains secteurs idéologiques "surs" : par exemple, dans l'enseignement où plusieurs milliers de postes de P.E.G.C. ont été créés ;

- accroissement des moyens donnés aux organisations syndicales les plus proches de la mouvance socialiste : dispenses de service et autorisations d'absences multipliées pour les permanents syndicaux - à titre d'exemple, cela a représenté l'équivalent de 500 agents pour le seul Ministère des Finances - ;

- création de nouvelles structures administratives - doublant les structures existantes - (dans lesquelles, bien entendu,

les membres ou les compagnons de route du P.S. ont été placés) ainsi :

. la délégation interministérielle à l'insertion des jeunes en difficultés,

. la délégation aux nouvelles formations,

. la Mission Centrale d'Appui et de Coordination des Services Extérieurs du Travail et de l'Emploi,

. en matière de commerce extérieur, le Centre d'Observation et de Prévision, la délégation au Commerce Extérieur,

. l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie,

. le Centre d'Etudes des Systèmes d'Information des Administrations,

. la délégation aux Arts Plastiques,

. le Conseil du Pacifique Sud - confié à M. Régis DEBRAY,

. l'Institut de l'Enfance et de la Famille.

*Si certaines structures administratives supplémentaires ont été supprimées ou ont déperissé entre 1986 et 1988, une bonne partie des moyens et des postes énumérés plus haut sont toujours à la disposition du P.S. et de ses satellites.*

### NOYAUTAGE DE LA FONCTION PUBLIQUE

\* Mais au-delà de ce premier type de mesure, les socialistes se sont attaqués aux structures mêmes de la fonction publique pour mieux les utiliser :

- un Décret du 23 Septembre 1982 a permis les nominations dans le Corps Préfectoral sans qu'il y ait nécessité d'exercer la fonction sur un poste territorial. MENAGE et GLAVANY, respectivement Directeur

Adjoint et chef du cabinet du Président, ont notamment bénéficié de cette "réforme"; - un Décret du 27 Juillet 1982 a facilité le recrutement de sous-Préfets au "tour extérieur" et a augmenté le nombre des bénéficiaires;

- le statut particulier des membres du Corps Diplomatique a également été modifié pour permettre d'y intégrer des personnes totalement étrangères à la carrière diplomatique;

- enfin, un Décret du 6 Août 1985 a accru le nombre des hauts fonctionnaires nommés par le Chef de l'Etat.

*Le recours à ces mécanismes a permis d'intégrer définitivement dans l'appareil d'Etat, au plus haut niveau, la fine fleur de la Nomenklatura socialiste.*

# ETAT P.S. LE POUVOIR CONFISQUE

MIL MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE 4, RUE F. MISTRAL 75015 PARIS MIL

/ On peut noter par ailleurs une autre mesure qui, elle, montre le caractère népotique du régime socialiste : la loi du 13 Septembre 1984 a permis de modifier le statut de chacune des inspections générales ministérielles, permettant le choix discrétionnaire par les Pouvoirs Publics : seules désormais, après cette loi, figuraient deux conditions : être Français et avoir au moins 45 ans (Ce système a notamment bénéficié au médecin personnel de François MITTERRAND, le Docteur GUBLER).

## UN NOYAUTAGE DEJA EN PLACE

*Le Parti Socialiste a très largement utilisé cette possibilité avant que le Gouvernement de Jacques CHIRAC ne revienne sur le dispositif en diminuant le pourcentage des postes ainsi offerts surtout en constituant une Commission de Sélection des postulants.*

Le Gouvernement de Jacques CHIRAC est d'ailleurs aussi revenu sur une autre disposition prise par la loi du 13 Septembre 1984, c'est-à-dire l'avancement de la limite d'âge dans les grands Corps de l'Etat. Cette disposition, jointe aux multiples nominations par le biais du "tour extérieur", a cependant permis une infiltration importante du Conseil

*d'Etat et de la Cour des Comptes par le Parti Socialiste.*

/ Les postes à disposition du Gouvernement ont également fait l'objet de changements considérables guidés uniquement par des choix politiques :

- dès le milieu de la législature 81-86, 70 % des emplois de Directeurs d'Administrations Centrales avaient changé de titulaires;

- plus de la moitié des Recteurs ont, quant à eux, été remplacés;

*une bonne partie des personnes ainsi nommées sont toujours en place.*

Il convient ici, pour bien comprendre ce qu'est devenu le paysage administratif français à l'heure actuelle, de rappeler ce qui est un peu le "couronnement" de la politique dénoncée plus haut, à savoir :

. que le Vice-Président du Conseil d'Etat, est Pierre NICOLAY, l'ancien Directeur de Cabinet de François MITTERRAND,

. que le premier Président de la Cour des Comptes est André CHANDERNAGOR, ancien Député et Ministre Socialiste,

. que le Président du Conseil Constitutionnel est Robert BADINTER, ancien Ministre Socialiste,

. que le Médiateur de la République est Paul LEGATTE, ancien Directeur de Cabinet de François MITTERRAND, lui aussi.

## LE PS, PARTI HEGEMONIQUE

\* Cette ultra politisation de l'Administration au sens large doit être reliée, bien sûr, à la pure "puissance politique" du Parti Socialiste, devenu premier parti de France :

- 212 députés et quelques apparentés;

- un groupe au Sénat fort de 64 Membres dont 3 Membres rattachés;

- le nombre d'élus municipaux le plus important (relativement) en France;

- la gestion, quelquefois avec le Parti Communiste, de plus de la moitié des villes de plus de 30.000 habitants;

- la direction officielle de la plus grande centrale enseignante, la Fédération de l'Education Nationale;

- la direction officieuse de la deuxième confédération syndicale de salariés - la C.F.D.T. - et une participation importante dans la direction de la troisième - Force Ouvrière -;

- une influence prépondérante dans le mouvement associatif, notamment au niveau des associations de consommateurs;

## NOYAUTAGE DES MEDIAS

\* la place de la mouvance socialiste dans la presse et dans l'audiovisuel est désormais, au sens étymologique du terme, systématique :

/ S'agissant de la presse écrite, cette présence, avouée ou inavouée, déjà importante au niveau des quotidiens nationaux parisiens - le Monde, Libération, la Croix ... - et non négligeable au niveau régional - Nord Matin, L'Est Républicain, Lyon Libération, Ouest France, la Dépêche du Midi, le Provençal, Var-Matin... - *va être renforcée dans ce dernier domaine* puisque l'Elysée a pressenti **MAXWELL**, magnat travailliste britannique, pour la réalisation d'un certain nombre de projets.

/ S'agissant de l'audiovisuel, sans revenir sur des éléments déjà connus, *les données les plus importantes* à l'instant présent sont sans doute celles qui concernent les rédactions des grands réseaux nationaux :

- sur T.F.1, sont proches du Parti Socialiste la quasi totalité de la rédaction dont :

. la Directrice de l'Information, **Michèle COTTA**,

. le présentateur du Journal de 20 heures, **Bruno MASURE**,

. le premier chroniqueur économique, **Philippe BAUCHARD**,

. plusieurs journalistes vedettes du Service Politique dont **Arlette CHABOT** et **Jean-Luc MANOD**, ancien Président de l'Union Nationale des Etudiants de France à Direction Communiste,

. les productrices et présentatrices des magazines politiques de la chaîne, **Anne SINCLAIR** pour "7 sur 7" et **Christine OCKRENT** pour "Le Monde en Face".

- sur Antenne 2, là aussi, la quasi totalité des journalistes de la rédaction sont proches du Parti Socialiste - sur plus de 100 journalistes, trois seulement ont voté contre la dernière motion de défiance, lancée il y a quelques mois à l'encontre de la Direction de l'Information, par la Société des Journalistes - on signalera en particulier les présentateurs des magazines de la chaîne, **Claude SERILLON** et **Bernard RAPP** pour "Edition Spéciale", **Noël MAMERE** pour "Résistances" (qui se présente comme suppléant à un candidat socialiste aux élections de Juin).

## NOYAUTAGE DES TISSUS ECONOMIQUES

\* Enfin, *le tableau de la situation actuelle* ne serait pas complet si l'on ne mentionnait pas l'implantation récente du Parti Socialiste dans une partie de l'appareil économique :

- d'abord, à travers les nominations effectuées lors de la nationalisation de l'ensemble du système bancaire (41 opérations) au début du septennat. Certes le C.C.F. et la Société Générale ont été privatisés, mais les apparatchiks socialistes restent très largement présents, l'exemple marquant étant celui de **Daniel LEBEGUE**, haut dirigeant de la B.N.P.

Il convient aussi de citer, dans ce secteur, les noms de **Jean PEYRELEVADE** de la Banque STERN ou encore celui de **Jean-Charles NAOURI**, ancien Directeur de Cabinet de M. BEREGOVOY, principal responsable de la Banque ROTSCCHILD.

- Le même raisonnement peut être fait pour les quatre grandes compagnies d'assurance qui restent toujours nationalisées et dont d'ailleurs, signe qui ne trompe pas, l'actuel Ministre des Finances voudrait se servir pour contrôler les entreprises récemment privatisées.

En la matière, la privatisation n'empêche d'ailleurs pas toujours les influences socialistes : on sait le rôle majeur qu'a, dans le holding de DE BENEDETTI (CERUS), **Alain MINC**, ancien Directeur de SAINT-GOBAIN, mais on sait moins que son concurrent dans l'affaire de rachat de la Société Générale de Belgique, le Vice-Président Directeur Général de Suez, **PONSOLLE** est un ancien Conseiller de M. Laurent **FABIUS**.

- Enfin, d'autres exemples dans le secteur industriel pur peuvent être également cités. Le plus marquant, même si sa compétence est reconnue, étant celui de **GOMEZ**, P.D.G. de THOMSON, qui fut un des très proches collaborateurs de Jean-Pierre CHEVENEMENT.

# UNION NATIONALE CONTRE L'ETAT P.S.

MIL MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE 4, RUE F. MISTRAL 75015 PARIS MIL

*Ainsi donc, pour la première fois dans l'histoire de la République, un parti et sa mouvance possèdent à la fois une position*

**dominante, et même quelquefois exclusive, dans les structures de l'Etat, dans le monde politique et associatif, dans le secteur syndical et même dans l'activité économique.**

**La conjonction de ces pouvoirs importants ou même absolus, en cas de victoire aux élections législatives de Juin, est susceptible d'ouvrir, on peut le dire sans exagérer, la voie A TOUTES LES DERIVES TOTALITAIRES.**

**Qui arrêterait en effet une tendance politique décidant seule au niveau de l'exécutif, contrôlant seule au niveau du législatif, exécutant seule au niveau administratif, assumant presque seule au niveau économique, conduisant enfin seule les esprits dans le domaine médiatique ?**

L'ouvrage prémonitoire de Georges ORWELL - 1984 -, archétype de la société totalitaire, trouvera-t-il sa réalisation quatre ans après ?

Pour tout non-socialiste normalement constitué, le problème devrait être très simple. Il existe un danger politique grave et immédiat : que les socialistes fassent main basse sur tous les pouvoirs. Il faut donc mobiliser tous ceux qui veulent résister.

Pourtant, la situation est brouillée parce que la gauche a usurpé le rôle de juge suprême en matière de morale politique et a décrété qu'une partie de la droite devrait être exclue de la vie publique. Tout le monde voit qu'il s'agit d'une manoeuvre qui, arithmétiquement, écarterait la droite du pouvoir indéfiniment. Cette manoeuvre est totalement cynique, puisque, une fois de plus, MITTERRAND a recueilli sans états d'âme non seulement les voix de l'extrême-gauche, communistes compris, mais aussi celles de la frange vraiment extrémiste du Front National, qui a fait la politique du pire.

Mais les autres électeurs du Front National, c'est-à-dire la grande majorité, représentent un courant permanent de la vie politique française, celui d'une droite nationale et souvent populaire, qui ne pourrait se laisser aller à l'extrémisme que si elle est systématiquement traitée en pestiférée alors que la gauche la plus extrémiste serait considérée comme honorable. D'ailleurs, les électeurs actuels du R.P.R., de l'U.D.F., du Front National ont très souvent voté ensemble, même dans le passé le plus récent. Les glissements d'un parti à l'autre, dans tous les sens, sont fréquents.

CES ELECTEURS NE DOIVENT PAS SE LAISSER INTIMIDER PAR LE DIKTAT DES FAUX PROFESSEURS DE MORALE. ILS NE DOIVENT PAS VENIR, EN CHEMISE ET LA CORDE AU COU, APPORTER AUX SOCIALISTES LES CLES DE LA FRANCE SUR UN COUSSIN DE VELOURS. POUR QUE LA FRANCE NE TOMBE PAS DANS LA TRAPPE DE L'ETAT - P.S., ILS DOIVENT UNIR LEURS VOTES.

**Les affiches et les autocollants:  
"Union Nationale contre l'Etat PS"  
"Etat PS: le pouvoir confisqué"  
sont disponibles. Pour en recevoir,  
adressez votre demande par écrit,  
en précisant les quantités demandées.**

**Faites adhérer  
vos amis au M.I.L.  
comme à vos idées**

### Solidarité

Le combat que nous menons au sein du M.I.L. est un combat global et de longue haleine.

L'une des conditions de notre réussite est d'aider ceux d'entre nous qui sont à la recherche d'un emploi et nos jeunes militants qui entrent dans la vie professionnelle. Il y va de notre efficacité de nous montrer solidaires en les faisant profiter des opportunités que nous pourrions connaître.

Toute information en la matière sera recueillie par le secrétariat qui pourra éventuellement mettre en contact les demandeurs et les employeurs.

**Vigilance et Action est édité par  
le Mouvement Initiative et Liberté**

4 rue Frédéric Mistral, 75015 Paris  
Directeur de la publication : A. Decocq  
Dépôt légal à parution  
Imp. Lemaire, 95000 Cergy-Pontoise

\*\*\*\*\*  
A DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVOYER AU MIL 4 rue F. MISTRAL 75015 PARIS, TEL : 45 54 15 57  
\*\*\*\*\*

Je, soussigné(e), déclare adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL)

Nom : ..... Prénoms : .....

Adresse : .....

Date et lieu de naissance : ..... Téléphone : .....

Profession : ..... Etablissement : .....

cotisation annuelle : ..... Date : ..... Signature : .....

-Membre : ..... 100 Frs

-Membre bienfaiteur : ..... 500 Frs

-Exceptionnelle : à partir de 1000 Frs  
\*\*\*\*\*